



UNE POLITIQUE D'EXTRÊME-DROITE SOUS LE MASQUE DE **MACRON**.



LE 7 MAI 2017 Emmanuel Macron, candidat des banquiers, était élu Président de la République. Le taux d'abstention était le plus élevé, pour un second tour d'élections présidentielles, depuis cinquante ans, avec un nombre record de bulletins blancs. 11 millions de voix se sont portées sur la candidate du Front national, 21 millions sur Macron (moins de 44 % des inscrits) dont 9 millions de votes, de l'aveu même des électeurs, pour faire « barrage » au Front national.

La CGT appelait alors à faire barrage à l'extrême-droite, pendant que la FNIC-CGT refusait de choisir entre « peste » et « choléra ». Après vingt mois de pouvoir, quel est le bilan de l'action du président des riches :

➔ **SUR LE PLAN SOCIAL**, les mesures les plus réactionnaires, dignes de Pétain, ont été décrétées, souvent par voie d'ordonnances : fin des conventions collectives dans leur caractère impératif (inversion de la hiérarchie des normes), flicage des chômeurs, baisse du pouvoir d'achat pour des millions de retraités, blocage du SMIC, déversement de milliards de subventions (appelées « exonérations de charges ») au capital, baisse des impôts sur les sociétés, fin de l'impôt sur la fortune et augmentation des taxes frappant les ménages, accompagnement de la désindustrialisation, dénationalisation de la SNCF, des aéroports, attaques sur les services publics...

➔ **SUR LE PLAN DES LIBERTÉS**, après 23 mois d'état d'urgence ininterrompu, plus de 4500 perquisitions et 600 assignations, l'état d'urgence a été banalisé dans le droit commun avec la loi dite antiterroriste Macron. Avec elle, les individus peuvent être assignés à résidence sur simple soupçon, le procureur peut procéder à des perquisitions administratives en tout lieu, les autorités peuvent placer des personnes sous bracelet électronique, la gendarmerie police peut contrôler sans motif l'identité d'un individu dans un rayon de 20 km autour des gares, ports et aéroports.

➔ **LES MIGRANTS** sont traqués comme des animaux, à Calais comme dans les Alpes. Le refus du simple geste humanitaire aux naufragés de la Méditerranée incarne

la lepénisation profonde du gouvernement Macron. La France de Macron est ce pays où l'on arrache leurs couvertures à des migrants à Calais, où on lacère leurs toiles de tente à Paris, et où l'on peut se perdre, pieds et mains gelés, sur les pentes enneigées de la frontière franco-italienne.

➔ **LA LOI SUR LE SECRET DES AFFAIRES**, celle sur les FAKE-NEWS sont une menace directe envers les lanceurs d'alerte, les salariés et leurs syndicats, les journalistes, les chercheurs et les associations. Elle établit les bases d'une police politique opposable à toute expression publique.

➔ **LE FLICAGE** des privés d'emplois présentés comme des fraudeurs et des fainéants.

➔ **LA RÉPRESSION POLICIÈRE**, sous prétexte d'antiterrorisme, fait d'innombrables victimes notamment chez les syndicalistes et les citoyens qui refusent d'être pressurés par les patrons amis de Macron : en deux mois de mobilisation, il y a eu 94 blessés graves parmi les gilets jaunes, dont 69 par tirs de Flash-Ball. Au moins 14 victimes ont perdu un œil. A cela s'ajoutent les centaines d'arrestations préventives, interdictions de territoire, gardes-à-vue et autres comparutions immédiates pour raisons politiques, dans un pays où Benalla tabasse les passants et voyage sous passeport diplomatique.

➔ **SUR LE PLAN DES SYMBOLES**, Macron est celui qui honore le fasciste Pétain, assassin de milliers de juifs, celui qui modifie en douce le blason de l'Elysée pour y adjoindre la croix de Lorraine, recyclage religieux du symbole gaulliste.

Macron n'est pas un barrage contre l'extrême-droite, mais un barrage contre l'égalité, la solidarité et la justice. Il est le champion d'une petite clique bourgeoise contre la majorité du peuple. Il met en place exactement la même politique que le ferait l'extrême-droite si elle accédait au pouvoir.

La politique d'extrême-droite est le prolongement logique de la radicalité du capitalisme poussé dans ses retranchements.

La politique de Macron démontre que l'extrême-droite n'est malheureusement pas l'apanage d'un seul parti.

LA LUTTE CONTRE L'EXTRÊME DROITE NE SE FAIT PAS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS, MAIS AU QUOTIDIEN, PAR LES LUTTES DANS LES ENTREPRISES, PAR LA PROPOSITION DE PERSPECTIVES POLITIQUES, PAR LA RADICALITÉ DES ACTIONS REVENDICATIVES.

Les élections européennes du 26 mai 2019, qui se sont transformées depuis des années en plébiscites pro-Union européenne, vont faire l'objet d'analyses, de projections et de commentaires.



► **La FNIC-CGT** considère que l'Union européenne est par essence une construction capitaliste, qu'il est aussi illusoire de vouloir rendre « sociale » que vouloir convertir un fauve carnivore au régime vegan. Les programmes politiques connus à ce jour forment, de ce point de vue, une continuité, du Rassemblement national jusqu'au PS (au moins), à savoir poser le carcan capitaliste européen comme cadre indépassable.

► Il ne s'agira pas davantage, pour la **FNIC-CGT**, d'appeler au barrage « contre l'extrême-droite » le 26 mai 2019 que nous ne l'avons fait en mai 2017, en désignant tel groupe de listes comme des « remparts » qui, en réalité, poursuivront leur œuvre destructrice vis-à-vis du monde du travail.

**EN TOUTES CIRCONSTANCES : NI PESTE
ULTRALIBÉRALE, NI CHOLÉRA FASCISTE !**